

*Jean-Loup Samaan**

L'ÉTRANGE DESTIN DE L'ALLIANCE SYRIE-IRAN-HEZBOLLAH

Durant trois décennies, la triple alliance constituée par la Syrie des Assad, le régime islamique iranien et le Hezbollah libanais a mis en œuvre une redoutable stratégie régionale. À l'origine, le rapprochement Damas-Téhéran fut un mariage de circonstance entre un régime nationaliste arabe et une théocratie chiite. Mais cette union a fini par devenir l'une des alliances les plus durables du Moyen-Orient ; et cela grâce aux succès politiques et militaires enregistrés par le Hezbollah sur la scène libanaise (1).

Cet « axe de la résistance » (*Mihwar al Muqawama*), selon la terminologie employée par les intéressés, a constitué au cours de cette période un bloc solide dont l'objectif était de s'opposer aux stratégies « impérialistes » des États-Unis au Moyen-Orient et de poursuivre la lutte contre Israël après la normalisation de ses relations avec l'Égypte en 1979. Pour ce faire, Damas et Téhéran ont souvent opté pour la guerre asymétrique, finançant des groupes terroristes et d'insurgés partout où ceux-ci pouvaient viser les armées israélienne et américaine (dans les territoires palestiniens, au Liban ou encore en Irak).

Cependant, à partir de février 2011, la crise syrienne née dans le sillage du printemps arabe a mis à l'épreuve les fondements de cette alliance. L'Iran et le Hezbollah ont d'abord cherché à ménager leurs propres intérêts. Chacun à sa façon, ils ont continué à afficher leur soutien à Bachar al-Assad. Mais, simultanément, les responsables iraniens et le Parti de Dieu ont tenté de jouer les médiateurs entre le régime et les rebelles afin de négocier les termes d'une sortie de crise. Cette posture, qui leur aurait permis de sauver la face, n'a pas tenu bien longtemps.

* Chercheur au Département Moyen-Orient du Collège de défense de l'Otan. Auteur, entre autres publications, de : *Les Métamorphoses du Hezbollah*, Karthala, 2007 ; *La Menace chinoise : une invention du Pentagone ?*, Éditions Vendémiaire, 2012.

Avec le franchissement d'un nouveau seuil de violence à la mi-2012, le régime syrien est désormais entré dans une phase de survie qui le pousse à tout remettre en cause, à commencer par le *statu quo* régional. Si Assad semble ne pas écarter un éventuel exil — notamment dans le cadre de négociations avec l'envoyé de l'ONU, Lakhdar Brahimi —, les combats avec la rébellion ont dans le même temps renforcé l'aile la plus dure de ses proches conseillers, celle qui est prête à se battre jusqu'au dernier soubresaut du régime (2).

Les deux autres pointes de ce triangle stratégique se trouvent donc prises au piège de cette logique jusqu'au-boutiste. Incapable de contenir les effets régionaux de la guerre interne en Syrie, la triple alliance s'engage dans une fuite en avant aux conséquences dramatiques. Cette escalade se traduit par un renforcement de la présence de l'Iran et du Hezbollah sur le théâtre syrien et par une régionalisation du conflit, qui se propage en particulier au Liban.

Syrie-Iran-Hezbollah : naissance de l'« axe de la résistance »

En janvier 2010, lors d'une visite à Damas, Mahmoud Ahmadinejad, avec sa grandiloquence habituelle, affirme que « l'Iran et la Syrie ont une mission commune : créer un nouvel ordre mondial fondé sur la justice, l'humanité et la croyance en Dieu » (3). Le message du président iranien marque l'apogée d'une relation forgée au début des années 1980. À cette époque, l'alliance entre la Syrie d'Hafez al-Assad (le père de Bachar, l'actuel président syrien) et l'Iran de l'ayatollah Khomeiny semblait contre nature. Selon la *doxa* du panarabisme énoncée par Nasser, les Arabes ne devaient, en effet, s'allier qu'à des Arabes (4). Or, depuis la paix entre Israël et l'Égypte signée à Camp David en 1979, Damas est isolé et se met en quête de nouveaux soutiens dans la région. D'autant que la montée en puissance du frère ennemi, l'Irak baasiste de Saddam Hussein, suscite son inquiétude.

La querelle irako-syrienne est d'abord idéologique : chacun des deux pays se réclame de la doctrine panarabe baasiste et entend en assurer le leadership. Elle est ensuite personnelle, Saddam Hussein soupçonnant Hafez al-Assad d'avoir aidé des conjurés irakiens à fomenter un complot pour l'assassiner en 1979. Cette même année éclate la révolution islamique en Iran.

La Syrie est le premier pays arabe à reconnaître le gouvernement provisoire à Téhéran. Puis, l'année suivante, lorsque l'Iran et l'Irak entrent en guerre, Assad décèle rapidement l'intérêt d'un

rapprochement avec le régime des ayatollahs vis-à-vis de Saddam Hussein. Durant les huit ans de conflit, matériels et armes de guerre d'origine syrienne (missiles sol-air, roquettes antichars, etc.) sont fournis à Téhéran. Des accords sur l'espace aérien permettent à des pilotes iraniens d'atterrir, en situation d'urgence, sur le sol syrien.

Mais, au-delà de leur hostilité commune envers l'Irak de Saddam Hussein, c'est sur le théâtre libanais — en proie à la guerre civile depuis 1975 — que l'alliance syro-iranienne va véritablement porter ses fruits. Occupant militairement le Liban depuis 1976, la Syrie y fait et défait les coalitions politiques. De son côté, l'Iran espère trouver dans la communauté chiite libanaise une base pour exporter son modèle politique au Moyen-Orient. Les deux pays signent alors un accord pour que l'Iran puisse envoyer des hommes au Liban en les faisant transiter par la Syrie. De son côté, la Syrie autorise l'implantation de postes de commandement iraniens dans la ville de Zebdani, à la frontière syro-libanaise. Avec l'assentiment de Damas, Téhéran envoie en 1982 un contingent d'une centaine de gardiens de la Révolution, les Pasdarans, au Liban. Deux contingents supplémentaires de Pasdarans (800 puis 700 hommes) sont déployés dans la vallée de la Bekaa. Leur tâche consiste à encadrer les miliciens chiites libanais qui luttent contre Tshahal au Sud-Liban. Ces miliciens prennent l'année suivante le nom de Hezbollah (le « Parti de Dieu »). L'« axe de la résistance » est né.

Dès le début, les relations au sein de cet axe sont à nuancer. Hafez al-Assad entretient avec le Hezbollah des liens pragmatiques, marqués par une profonde suspicion du président syrien à l'égard de cette mouvance islamique. En près de vingt ans, Hafez n'aurait ainsi rencontré que deux fois Hassan Nasrallah — le secrétaire général du Parti depuis 1992 (5). À l'inverse, les attaches entre les dirigeants de la milice libanaise et leurs soutiens iraniens sont plus profondes. Les hommes ont parfois fréquenté ensemble l'école chiite de Najaf, en Irak (6). Dans les années 1960, le chef spirituel du Hezbollah, Mohammed Hussein Fadlallah, y suivait les cours de l'ayatollah Khomeiny, avant que celui-ci ne soit chassé d'Irak. De même, c'est à Najaf qu'Hassan Nasrallah rencontre en 1976 le noyau dur du futur Parti de Dieu : Abbas Moussaoui et Sobhi Toufeyli. Cette proximité entre le Hezbollah et l'Iran khomeyniste pousse certains à parler non pas de partenariat mais de véritable filiation.

Les rapports de force au sein de la triple alliance évoluent également avec le temps. Si Damas est en position ascendante

vis-à-vis du Hezbollah et de l'Iran jusqu'au milieu des années 2000, la domination syrienne s'est depuis érodée. La prise de pouvoir de Bachar al-Assad suite au décès de son père, Hafez, en 2000, est suivie d'un changement de style et, surtout, de plusieurs camouflages stratégiques. Le départ forcé de l'armée syrienne du Liban en 2005 affaiblit l'influence de Damas tout en renforçant l'autonomie du Hezbollah. Hassan Nasrallah devient un visiteur régulier à Damas et le président syrien n'hésite plus à s'afficher publiquement avec lui. Il le traite en « homologue » — une « promotion » qu'Hafez aurait catégoriquement refusée. Signe de cette évolution, à l'été 2006, en pleine guerre entre Israël et le Hezbollah, les rues de Damas sont placardées d'affiches à la gloire du mouvement et de Nasrallah en particulier. En comparaison, les photos du président Bachar sont à peine visibles...

Ce déséquilibre se retrouve dans la relation bilatérale syro-iranienne. La manne pétrolière a toujours garanti à l'Iran une place de prétendant à l'hégémonie régionale — un rôle que la Syrie ne peut ambitionner. À cela s'ajoute le durcissement de la politique régionale de Téhéran depuis l'élection à la présidence de Mahmoud Ahmadinejad en 2005, qui en fait désormais l'acteur prédominant de la triple alliance.

La lutte pour la survie de la maison Assad

La chute du régime de Zine el-Abidine Ben Ali en Tunisie le 14 janvier 2011 puis celle d'Hosni Moubarak en Égypte le 11 février sont accueillies avec exaltation par Bachar al-Assad. La lecture qui prévaut alors au palais présidentiel de Damas est que les dictateurs alliés aux États-Unis sont dans la ligne de mire de la rue arabe. Les manifestations à Bahreïn, petit royaume du Golfe hébergeant une base navale américaine, semblent accréditer l'analyse.

Or, quelques semaines plus tard, la ville de Deraa au sud de la Syrie, non loin de la frontière jordanienne, s'embrase. L'armée, immédiatement envoyée sur place, réprime sauvagement les manifestants. Espérant acheter la paix sociale, Assad annonce de timides réformes politiques et économiques mais, dans le même temps, ses forces de sécurité répondent avec brutalité aux mouvements de protestation (à Jisr al Chugur, Homs et Hama). Progressivement, le pays sombre dans le conflit ouvert.

Il est clair que l'ampleur de la contestation populaire a pris les responsables politiques au dépourvu, non seulement à Damas

mais aussi à Téhéran et dans la « Dahya Janoubieh » (la banlieue sud de Beyrouth où siège le Hezbollah). La réaction des villes et des villages syriens laissés à l'abandon par le régime était tellement inattendue que la vieille garde autour d'Assad a très rapidement opté pour la thèse de la cinquième colonne : les manifestants ne pouvaient être qu'à la solde de puissances étrangères résolues à en finir avec l'« axe de la résistance ».

Tout au long de la première année, alors que le régime d'Assad tente de tuer dans l'œuf la rébellion, le Hezbollah et les autorités iraniennes se trouvent dans une position délicate mais restent fidèles. Les déclarations de leurs dirigeants reproduisent consciencieusement le discours officiel de Damas : la dénonciation des stratégies prédatrices des puissances extérieures (États-Unis, Israël) contre le régime syrien et le rappel de la cause palestinienne jugée plus urgente. Si des rumeurs évoquent la présence de combattants libanais et iraniens sur le sol syrien, elles sont bien vite balayées par les intéressés.

Pour l'Iran comme pour le Hezbollah, une Syrie sans Assad présenterait des inconvénients majeurs. Les voies syriennes d'approvisionnement entre l'Iran et le Parti de Dieu disparaîtraient, ce qui priverait Téhéran d'un accès stratégique au Moyen-Orient. La fin du régime d'Assad affecterait également le Hezbollah qui perdrait un allié sur lequel compter, non seulement sur le plan militaire vis-à-vis d'Israël mais aussi sur le plan politique à Beyrouth vis-à-vis de ses opposants, en particulier le camp de Saad Hariri et Fouad Siniora (7).

En fait, devant l'emballement de la crise, l'Iran et le Hezbollah se trouvent confrontés à ce que le chercheur américain Glenn Snyder nomme le « dilemme de sécurité intra-alliance » : plus une alliance renforce la solidarité entre ses membres, plus ceux-ci sont vulnérables à une prise de risque d'un des leurs (8). Dans le cas syrien, le dilemme est d'autant plus aigu que Damas a perdu tous ses autres alliés, qu'il s'agisse de la Turquie, de l'Arabie saoudite ou du Qatar. Chacun de ces trois pays a fini par demander explicitement le départ d'Assad. Mais même au sein de la triple alliance, la solidarité semble se fissurer.

L'Iran intensifie son aide

Au printemps 2012, une évolution se fait jour dans les déclarations de l'Iran ou du Hezbollah. Par exemple, le 15 mars, Hassan Nasrallah appelle les deux parties à prendre le chemin

d'un règlement pacifique de leurs contentieux. En d'autres termes, il place pour la première fois sur le même plan le régime et ses opposants. Nasrallah ajoute que le gouvernement syrien doit la vérité à sa population sur les mois d'affrontements qui viennent d'ensanglanter le pays. Certains observateurs se sont empressés d'y voir un lâchage d'Assad par Nasrallah (9). En réalité, ces contorsions sont le reflet des contradictions internes au sein du Parti de Dieu.

Puis, le 18 juillet 2012, tout change. Un attentat perpétré par l'Armée syrienne libre en plein Damas vise quatre officiels syriens du premier cercle d'Assad : le ministre de la Défense, le général Dawoud Rajiha ; son adjoint et par ailleurs beau-frère de Bachar, Assef Shawkat ; l'assistant du vice-président, le général Hasan Turkmani ; et enfin Hafez Makhoul, l'un des chefs de la Direction de la sécurité générale. À partir de cette date, le conflit se transforme en lutte totale pour la survie d'Assad.

Le hasard veut que l'attaque conduite par l'Armée syrienne libre ait lieu le même jour qu'un discours de Nasrallah destiné à « célébrer la victoire » du Hezbollah face à Israël lors de la guerre de l'été 2006. En hâte, le texte est retouché afin de tenir compte des dernières nouvelles de Damas. Prenant l'auditoire de court, Nasrallah se met alors à rappeler le rôle « précieux » joué par le régime Assad dans le soutien au Hezbollah tout au long des trois dernières décennies face à Tsahal. Il souligne, en particulier, l'action d'Assef Shawkat (10), qu'il qualifie de « martyr » et qui fut longtemps l'un des grands architectes de la politique syrienne au Liban.

Dans les semaines qui suivent, l'Iran comme le Hezbollah accentuent leur soutien à Assad. Quelques centaines de Pasdarans sont envoyés à Damas entre août et mi-septembre 2012 pour offrir leur expertise à l'appareil militaire syrien sous de multiples formes. Ils renforcent les dispositifs de guerre psychologique, de surveillance informatique et de traçage des opposants sur Internet. Simultanément, sur le plan diplomatique, une nouvelle étape est franchie par Téhéran qui ne nie plus cet engagement et reconnaît ouvertement son implication au sol. Fin août, le ministre de la Défense iranien, Ahmad Vahidi, rappelle qu'en vertu de l'accord de défense mutuelle entre les deux pays l'Iran se tient prêt à remplir ses obligations envers les autorités de Damas. Il précise, non sans ambiguïté, que cette clause de l'accord n'a pas encore été évoquée à proprement parler.

L'engagement iranien en Syrie se précise donc progressivement. Selon le *Wall Street Journal*, le leader suprême, l'ayatol-

lah Ali Khamenei, aurait chargé Qasim Solaimani, commandant des troupes d'élite, les forces Al Quds, de superviser la coopération militaire avec la Syrie (11). Historiquement, ces troupes d'élite sont responsables de la formation et de l'entraînement des militants à l'étranger ainsi que de la collecte du renseignement militaire. La nomination de Solaimani étaye l'hypothèse d'un renforcement du dispositif iranien au service d'Assad pour conduire une guerre insurrectionnelle. Téhéran n'a d'ailleurs pas pris la peine de démentir ces informations. Le 16 septembre 2012, Mohammed Ali Jafari, commandant des Pasdarans, confirmait que les forces Al Quds « étaient présentes » en Syrie, tout en précisant qu'elles se bornaient à apporter une « assistance économique » (12).

Aux côtés de Solaimani se tient un autre personnage clé du dispositif iranien en Syrie : le général de brigade Hossein Hamedani. Ce hiérarque historique des Pasdarans s'est illustré dans la répression des mouvements kurdes séparatistes au début des années 1980 puis dans celle des manifestations iraniennes post-électorales de 2009. Ancien adjoint du Centre d'études stratégiques des Gardiens de la révolution, ce proche de Jafari est considéré par beaucoup comme le grand « stratège » iranien de la guérilla urbaine.

Selon plusieurs sources, Hamedani participerait aujourd'hui à la formation des *chabihis* (littéralement « fantômes » en arabe) syriens. Suite aux nombreuses désertions dans les rangs de l'armée régulière, le régime fait de plus en plus appel à ces miliciens. Notons que cette force paramilitaire reste un outil de terreur rudimentaire : créés au milieu des années 1980 pour faire face à la menace des Frères musulmans, les *chabihis* sont constitués de dizaines de milliers de combattants, souvent des repris de justice et des malfrats, dont la principale mission consistait jusqu'ici à « casser » des manifestations. Or avec l'escalade du conflit et la professionnalisation de l'Armée syrienne libre, le pouvoir à Damas a besoin de l'expérience des Pasdarans et du Hezbollah pour former les *chabihis* au combat urbain. On comprend à quel point l'expertise de personnalités telles que Hamedani et Solaimani peut être précieuse pour un pouvoir syrien aux prises avec les bataillons de l'Armée syrienne libre à Alep ou à Homs.

L'Iran aurait, par ailleurs, utilisé l'Irak comme zone de transit pour acheminer des matériels de guerre destinés au régime de Damas, notamment *via* des sociétés écrans détenues par les Pasdarans à Bagdad. Des avions transportant matériels et personnels iraniens passeraient quotidiennement par l'espace aérien irakien pour rejoindre la Syrie (13). L'ancien vice-président irakien,

Tarek al Hashemi, actuellement en fuite en Turquie, a affirmé lors d'un entretien que le gouvernement de Bagdad du premier ministre Nouri al Maliki fermait les yeux sur le transfert d'armes iraniennes vers la Syrie et que, en conséquence, l'Irak devenait un « corridor iranien pour soutenir le régime d'Assad » (14).

Le Hezbollah à la rescousse

Le Hezbollah se trouve, lui aussi, de plus en plus impliqué sur le sol syrien pour venir en aide au régime Assad. Depuis l'été 2012, de nombreuses informations accréditent la thèse selon laquelle le soutien du Hezbollah n'est pas, ou plus, seulement politique mais bien technique. Si l'Iran fournit l'expertise au niveau du commandement, le Parti de Dieu, lui, peut offrir des combattants aguerris à la base. Comme les Pasdarans iraniens, qui ont eux-mêmes formé les miliciens du Hezbollah il y a trente ans, ces recrues libanaises servent à compenser les défections et les désertions dont souffre l'armée syrienne régulière. Formés à l'insurrection et à la guérilla urbaine, ces hommes viennent épauler les forces paramilitaires d'Assad.

Ainsi, début août, les médias libanais révèlent la disparition de Musa Ali Shahimi, un commandant de la branche militaire du Hezbollah, dans des circonstances troubles à la frontière syro-libanaise. Fin septembre, c'est au tour d'Ali Nassif, un autre cacique du Parti, de mourir dans « l'exercice de ses fonctions au service du jihad » selon le site internet *Moqawama*, un média du Hezbollah (15). D'après l'Armée syrienne libre, Nassif aurait en fait trouvé la mort au cours d'un affrontement dans la ville d'Al Qusair, située non loin de la frontière entre les deux pays. Dans cette même ville, l'Armée libre affirme avoir arrêté une douzaine de combattants du Hezbollah en octobre (16). Si les rebelles y voient un engagement clair et net du mouvement chiite libanais aux côtés des forces du régime d'Assad, les proches du Hezbollah justifient le déploiement de ces hommes par la présence massive de citoyens libanais chiites dans les villages syriens jouxtant la Bekaa libanaise.

Prenant acte de l'activisme du Hezbollah auprès du régime syrien, le Département du Trésor américain annonce en septembre 2012 des sanctions économiques visant Hassan Nasrallah ainsi que deux de ses proches conseillers, Mustafa Badr Al-Din et Talal Hamiyah (17). Dans la foulée, l'ambassadrice américaine auprès

de l'ONU, Susan Rice, dénonce publiquement l'aide fournie par le Hezbollah au régime d'Assad (18).

L'appui du Hezbollah à la Syrie cache cependant un véritable problème interne pour le Parti. Lorsqu'on les interroge, les militants et les sympathisants du mouvement sont tiraillés entre leur intérêt stratégique, qui leur dicte de conserver leur lien avec Assad, et le risque de se retrouver du mauvais côté de l'Histoire et de perdre tout crédit sur la scène politique libanaise (19). En outre, les affrontements en décembre 2012 dans le camp palestinien de Yarmouk, au sud de Damas, qui ont causé la mort ou l'exode de réfugiés palestiniens, créent un malaise profond dans les rangs du Hezbollah (20).

C'est, là aussi, un test redoutable pour la triple alliance. Si l'Iran peut se prémunir contre les effets secondaires de la crise syrienne sur son territoire, le Hezbollah, lui, se trouve pris dans une spirale qui pourrait non seulement précipiter sa chute, mais aussi emporter avec elle tout le système politique libanais.

Le gouvernement de Najib Mikati, formé avec l'accord tacite du Hezbollah, a d'abord tenté de maintenir une politique de « dissociation » du Liban à l'égard des événements syriens — ce qui revenait à officialiser un déni de réalité. Or, aujourd'hui, Mikati se trouve dans une position impossible. L'engagement du Hezbollah aux côtés d'Assad ravive les profondes divisions libanaises. La répression du pouvoir syrien ciblant explicitement les quartiers sunnites des villes syriennes, comme Bab Amro à Homs, renforce par effet de miroir les ressentiments de la communauté sunnite libanaise — une communauté paupérisée et surtout écartée du pouvoir par l'omniprésence du Hezbollah (21). Ce retour des conflits communautaires au Liban a débouché au cours des deux dernières années sur des affrontements armés au Nord, dans la ville de Tripoli, entre factions pro- et anti-Assad. Au Sud, les salafistes du cheikh Assir ont lancé au début de l'été 2012 un blocus de la ville de Saida, demandant ouvertement que cette zone, contrôlée par le Hezbollah, soit libérée.

En août 2012, les services de sécurité libanais arrêtent un ancien ministre de l'Information, Michel Samaha, accusé de fomenter un attentat à la bombe dans le nord du pays. Selon les informations fournies à la presse, Samaha aurait pris ses ordres directement de Bachar al-Assad. Enfin, dernière preuve en date que le Liban est aujourd'hui directement touché par la crise syrienne, le directeur du renseignement, le général Wissam al Hassan, est assassiné le 19 octobre en plein Beyrouth. Proche du camp anti-syrien, et en particulier de la famille Hariri, Al Hassan

était responsable de la mise en accusation de Samaha. Aux yeux de nombreux Libanais, non seulement Assad cherche à entraîner le Liban dans sa chute, mais le Hezbollah porte une responsabilité éminente dans cette escalade.

L'intensification du conflit syrien et son extension au Moyen-Orient ne devraient pas laisser indemne l'« axe de la résistance ». Sans déclarer prématurément son effondrement, il nous faut ici envisager les possibles développements dans les mois à venir.

Quel avenir pour l'axe Syrie-Iran-Hezbollah ?

Trois scénarios se dessinent : l'enlèvement ; le « réalignement » stratégique de l'Iran et du Hezbollah ; et la fuite en avant conduisant à un conflit régional.

L'enlèvement

L'hypothèse de l'enlèvement reste, à court terme, la plus probable. Elle se vérifie déjà depuis quelques mois : le conflit s'est mué en une longue guerre de positions, où l'opposition tente désormais de prendre le contrôle de certaines régions, notamment au Nord, afin de sécuriser ses voies d'approvisionnement en armes *via* la Turquie. De son côté, le régime d'Assad abandonne sciemment certaines zones pour se concentrer sur Damas et la région côtière tout en lançant des offensives visant à récupérer les grandes villes (Alep et Homs). En outre, Assad bénéficie du blocage russe et chinois au Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui lui permet de jouer la montre. Grâce à l'appui de l'Iran et du Hezbollah à tous les niveaux (humain, logistique, tactique, etc.) Damas est assuré si ce n'est de regagner du territoire, du moins de ne pas en perdre. Dans ces conditions, et à supposer que les forces de l'opposition ne se renforcent pas, le régime pourrait se maintenir encore plusieurs mois, voire plusieurs années. Le pays vivrait en état de guerre civile totale et l'État ne serait plus qu'un appareil sécuritaire au service d'Assad.

En cas d'avancée spectaculaire de l'opposition sur Damas, Assad pourrait opter pour un redéploiement sur la côte, dans la région alaouite (la confession du président syrien). Relativement calme jusqu'ici, cette partie du pays deviendrait dans ce scénario le dernier rempart contre les opposants. Cette option accentuerait encore un peu plus la lecture communautaire du conflit.

Notons que, si l'enlèvement profite à Assad, il est en revanche extrêmement néfaste pour ses alliés. À moyen terme, le Hezbollah

pourrait mettre en péril sa propre survie (matérielle et politique) s'il s'obstine à assurer celle de son parrain syrien. L'Iran dispose, il est vrai, de plus de marge que le Parti de Dieu. On peut toutefois s'interroger sur sa réelle capacité d'endurance au moment où, en raison de son programme nucléaire, le pays est frappé par une série de sanctions économiques qui asphyxient des pans entiers de son activité industrielle.

Le « réalignement » de l'Iran et du Hezbollah

C'est pourquoi il n'est pas incongru d'évoquer un scénario alternatif : celui d'un « réalignement » stratégique de l'Iran et du Hezbollah. Convaincus de la fin du régime Assad ou des dangers d'un enlèvement prolongé, ces derniers pourraient décider discrètement de prendre leurs distances. Le Hezbollah pourrait tenter de faire accroire que ses interventions en Syrie ne visaient qu'à venir en aide à la communauté libanaise. Il pourrait jouer la carte de l'union nationale pour éviter de répondre de ses actes en Syrie. Un changement de régime à Damas aurait à l'évidence des répercussions au Liban, mais il n'entraînerait pas nécessairement un effondrement du Hezbollah. Quel que soit le nouveau régime qui s'installera à Damas, il ne pourra pas priver le Hezbollah de son arsenal militaire. Le Parti de Dieu dispose encore dans le sud du Liban d'un stock de missiles et de roquettes bien suffisant pour tenir tête à Israël ou à ses rivaux libanais. De plus, le mouvement aurait été entraîné par des conseillers syriens en matière de défense anti-aérienne et serait en mesure de riposter à d'éventuelles frappes israéliennes (22).

Du côté de Téhéran, les enjeux d'un réalignement se situent moins au niveau intérieur qu'international. Les dirigeants iraniens pourraient se ménager une porte de sortie en normalisant leurs relations avec la Turquie et l'Égypte — deux pays clés qui joueront un rôle décisif dans le Moyen-Orient post-Assad. Des premières tentatives de conciliation ont eu lieu en 2012 avec la création, à l'initiative du Caire, d'un groupe de contact sur la Syrie composé de la Turquie, de l'Arabie saoudite, de l'Égypte et de l'Iran. La contribution de ce quartet au règlement de la crise a jusqu'à présent été très modeste mais, dans l'optique d'un réalignement, Téhéran pourrait y prendre une part plus active.

À l'heure actuelle, la probabilité de ce scénario reste faible. Il contredit, en effet, l'évolution du second semestre 2012 qui a vu, au contraire, l'Iran et le Hezbollah redoubler d'efforts pour conforter la position d'Assad. Toutefois, dans la perspective d'un

enlèvement qui compromettrait leur propre avenir, ces deux piliers du régime syrien pourraient être conduits à reconsidérer leur engagement.

Le conflit régional

La dernière hypothèse à explorer est celle d'une fuite en avant qui conduirait à un conflit régional. Plutôt que de chercher une porte de sortie, l'Iran et le Hezbollah pourraient tenter, en accord avec Assad, de créer une diversion en ouvrant un nouveau front — en l'occurrence un conflit avec Israël. La guerre civile en Syrie se transformerait en un conflit général contre le « véritable ennemi » : l'État hébreu. Cela pourrait prendre la forme d'un affrontement entre le Hezbollah et Tsahal au sud du Liban ou entre les forces syriennes et israéliennes sur le Golan.

Jusqu'à il y a peu, cette hypothèse du second front semblait improbable tant était grande la retenue de part et d'autre. Pendant la première année du conflit, le gouvernement Netanyahou s'était montré extrêmement discret sur le dossier syrien afin de ne pas alimenter le discours d'Assad quant à un « complot sioniste contre la Syrie ». Damas, de son côté, avait fait preuve d'une extrême prudence pour ne pas laisser penser que l'ouverture d'un front contre Israël était envisagée. De même, le calme régnait à la frontière israélo-libanaise, ce qui témoignait de la volonté explicite du Hezbollah de ne pas lancer d'offensive inconsidérée.

Puis, à partir du printemps 2012, les forces syriennes se sont à plusieurs reprises risquées à franchir la zone démilitarisée du Golan. Selon Damas, ces mouvements correspondaient à des affrontements avec les opposants. Mais la répétition des incidents a commencé à éveiller les soupçons de Tsahal. Les forces israéliennes sont, depuis lors, passées en état d'alerte haute et, en octobre, des tirs de semonce ont visé des chars syriens sur le Golan — pour la première fois depuis la guerre de 1973.

Outre un embrasement du Golan, la frontière israélo-libanaise pourrait être également le théâtre d'accrochages avec le Hezbollah. Les récentes menaces de frappes de missiles sur Tel-Aviv, formulées par Nasrallah au lendemain de l'opération israélienne « piliers de défense » dans la bande de Gaza, témoignent de la possibilité d'une telle montée aux extrêmes.

Les États-Unis ne manqueraient pas d'être entraînés à leur tour dans le conflit : ils devraient à la fois marquer leur solidarité vis-à-vis d'Israël et rassurer les pays arabes tels que l'Égypte et la Jordanie qui se trouveraient pris en tenaille entre leurs

engagements diplomatiques et les sentiments farouchement anti-israéliens de leurs populations. Une telle diversion ne suffirait pas à Assad pour sortir vainqueur d'un conflit extérieur, mais pourrait lui permettre de reprendre le dessus sur le plan intérieur.

Ce qui est sûr, c'est que l'ouverture d'un nouveau front contre Israël changerait considérablement la donne stratégique. C'est le calcul qu'avait fait Saddam Hussein en 1991, lorsque, en pleine guerre du Golfe, il lança quarante-deux missiles Scud sur Israël, espérant ainsi jouer sur les réflexes anti-israéliens au sein des pays arabes.

Ce scénario du pire deviendrait plausible si Assad se trouvait dos au mur et qu'agonisant, il décidait de jouer son va-tout. Comment réagiraient les uns et les autres ? Si Tel-Aviv était durement frappée, le gouvernement israélien n'aurait guère d'autre choix politique que de riposter. Rappelons toutefois qu'en 1991 Israël n'avait pas répondu à l'agression de Saddam Hussein et avait assuré les États-Unis de sa retenue. De même, rien ne dit que l'Iran et le Hezbollah seraient prêts à suivre Assad dans sa stratégie suicidaire.

On admettra que cette hypothèse d'une « fuite en avant » qui conduirait à un embrasement du Moyen-Orient reste encore peu convaincante en raison de la rationalité que l'on prête à chacun des acteurs. Mais le conflit régional peut également résulter d'un enchaînement d'erreurs. Au fur et à mesure que la crise syrienne se prolonge, le risque d'erreur de calcul et de décisions inconsidérées de tous les protagonistes s'accroît. La meilleure illustration de ce risque d'escalade du conflit par accident est la problématique des armes chimiques syriennes (23). Beaucoup a été dit sur le déplacement de certains stocks dans le pays par l'armée régulière ou encore sur leur possible emploi contre les rebelles. En décembre 2012, le président américain Barack Obama a déclaré l'usage de ces armes inacceptable, mais n'a pas pour autant précisé quelle serait la « ligne rouge » pour Washington.

Il ne faut donc pas surestimer la capacité de chacun à éviter le conflit régional. La rationalité d'un Bachar al-Assad acculé et entouré d'une vieille garde jusqu'au-boutiste n'est pas forcément la même que celle de Barack Obama ou de Benjamin Netanyahu, si bien qu'un conflit régional pourrait aussi être le résultat d'une fuite en avant non intentionnelle.

De ce tour d'horizon il ressort à la fois une certitude et deux inconnues. La certitude, c'est que le destin de Bachar al-Assad est désormais scellé et que, quel que soit le scénario qui prévau-dra, la fin de son règne est inéluctable. Seule l'option d'un exil

négocié par Lakhdar Brahimi, avec l'assentiment de Washington et de Moscou, pourrait à ce stade lui permettre de bénéficier d'une porte de sortie. Or, non seulement la viabilité de cette option reste incertaine mais elle ne constitue pas, ou plus, la solution à la crise. Si un exil d'Assad représenterait un grand événement médiatique, il ne répondrait en rien aux deux grandes inconnues que sont la situation politique et sécuritaire en Syrie après son départ, et le sort de l'Iran et du Hezbollah dans un Moyen-Orient sans Assad. Dans le premier cas, la fragmentation de la rébellion et la radicalisation de certaines de ses composantes (à l'instar de *Jabhat al Nusra* (24)) ne laissent guère présager un prochain retour à la stabilité pour le pays. Dans le second cas, la capacité de l'Iran et du Hezbollah à s'adapter au nouvel environnement régional dépendra aussi et surtout de la volonté des puissances régionales (Égypte, Arabie saoudite, Turquie) de les réintégrer dans le jeu politique. À moins que celles-ci ne voient là l'occasion de se débarrasser d'alliés encombrants...

(1) Sur le caractère hors du commun de l'alliance syro-iraniennne, voir l'analyse de Yair Hirschfeld, « The Odd Couple : Ba'athist Syria and Khomeini's Iran » in : Moshe Maoz, Avner Yaniv (Ed.), *Syria under Assad*, Londres, Croom & Helm, 1986.

(2) Anne Barnard, Hwaida Saad, « No Easy Route if Assad Opts to Go, or to Stay, in Syria », *New York Times*, 24 décembre 2012.

(3) « Ahmadinejad : Iran and Syria will create a new world order », *Haaretz Service and News Agencies*, 7 janvier 2010.

(4) Patrick Seale, *Asad: The Struggle for the Middle East*, Londres, University of California Press, 1988, p. 351.

(5) Sur les relations difficiles entre Hafez al-Assad et le Hezbollah, voir entre autres : Emile El-Hokayem, « Hizballah and Syria: Outgrowing the Proxy Relationship », *Washington Quarterly*, printemps 2007, pp. 35-52.

(6) Sabrina Mervin, « La quête du savoir à Najaf. Les études religieuses chez les chiites imamites de la fin du XIX^e siècle à 1960 », *Studia Islamica*, vol. 85, n° 1, 1995, p. 165.

(7) Depuis 2005, l'échiquier politique libanais est régi par le rapport de forces entre deux coalitions dont le principal objet de contentieux est la relation avec la Syrie. La coalition « du 8 mars » rassemble les mouvements pro-syriens à Beyrouth : le Hezbollah mais aussi Amal, le Courant patriotique libre de Michel Aoun. Le gouvernement actuel de Najib Mikati s'appuie sur ce premier bloc. Du côté de l'opposition, la coalition dite « du 14 mars » réunit plusieurs partis anti-syriens conduits par des figures telles que Saad Hariri (fils de Rafic, l'ancien premier ministre assassiné), Fouad Siniora ou encore Samir Geagea.

(8) Glenn Snyder, *Alliance Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1997, pp.182-183.

(9) Nicholas Noe, « Hezbollah's subtle shift on Syria », *Middle East Channel*, Blog de *Foreign Policy*, 30 mars 2012. Disponible à : <http://mideast.foreignpolicy.com/posts/2012/03/30/hezbollahs_subtle_shift_on_syria>

(10) Hussein Dakroub, « Nasrallah renews support for Assad », *The Daily Star*, 19 juillet 2012.

(11) Farnaz Fasshi, « Iran Said to Send Troops to Bolster Syria », *Wall Street Journal*, 27 août 2012.

(12) Marcus George, « Iran's Revolutionary Guards commander says its troops in Syria », *Reuters*, 16 septembre 2012.

- (13) Louis Charbonneau, « Exclusive: Western report - Iran ships arms, personnel to Syria via Iraq », *Reuters*, 19 septembre 2012.
- (14) Ian Black, « Iran confirms it has forces in Syria and will take military action if pushed », *The Guardian*, 16 septembre 2012.
- (15) « Hezbollah shayie al chahid Abu Nassif fi Buday », 10 octobre 2012, <http://www.moqawama.org/essaydetails.php?eid=26429&cid=199#.UGqs2pdUe3Q.twitter>
- (16) Josh Wood, « Hezbollah Offering Direct Help to Syrian Army, Rebels Say », *New York Times*, 17 octobre 2012.
- (17) Département du Trésor, « Treasury Designates Hizbullah Leadership », 13 septembre 2012. <http://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/tg1709.aspx>.
- (18) Associated Press, « U.S.: Hezbollah part of Assad's "killing machine" », 15 octobre 2012.
- (19) Entretien de l'auteur à Beyrouth, été 2012.
- (20) Sur le facteur palestinien, cf. l'analyse de Tariq Al Hamid, « Ayna Iran wa Nasrallah ? », *Al Charq Al Awsat*, 20 décembre 2012.
- (21) Sur la radicalisation sunnite au Liban, cf. Bernard Rougier, *L'Oumma en fragments. Contrôler le sunnisme au Liban*, PUF, 2010.
- (22) Gili Cohen, « Syria training Hezbollah to use anti-aircraft guns », *Haaretz*, 18 mars 2012.
- (23) Le régime syrien dispose d'un des programmes d'armes chimiques les plus développés au monde. Celui-ci comprend des agents tels que le gaz moutarde et le gaz sarin, qui peuvent être militarisés en étant intégrés aux missiles Scud-B et C. Voir la synthèse sur ce programme, « Unease grows over Syria's chemical weapons », *IISS Strategic Comments*, août 2012.
- (24) Le 10 décembre 2012, le gouvernement américain annonçait l'inscription de *Jabhat al Nusra* sur la liste des organisations terroristes du Département d'État. Créé début 2012, ce groupe de la rébellion syrienne bénéficie de soutiens financiers du Qatar et de l'Arabie saoudite, qui ont publiquement rejeté la décision de Washington.